

## TRANSITION AU BURKINA FASO, OU ALLONS-NOUS ?

« Pour tourner une page de l'histoire il faut l'avoir lu » disait Desmond Tutu.

Le mal de notre pays est profond, très profond que l'œuvre de refondation souhaitée par les burkinabè et prônée par le MPSR aura du mal à être effective sans taper le point sur la table.

Le fait que les gens se battent pour avoir une place à l'assemblée législative de la transition, les manigances, les coup-bas, qui se trament ne sont pas étonnants pour toute personne qui connaît bien la politique burkinabè mais ce qui étonne le plus, c'est le fait que la situation sécuritaire du pays ne fait que se dégrader (les gens meurent et fuient) et ce qui intéresse ceux qu'on appelle « forces vives » est d'avoir une place à l'ALT. Pendant que des volontaires se battent pour leur pays, ceux voulant représenter cette population qui souffre et qui agonise, se battent pour être payé, doublement payé, pour venir s'asseoir à Ouagadougou dans des bureaux climatisés et mener une vie de rêve. Ils ne sont pas prêts à travailler gratuitement pour le pays. Auront-ils le courage de voir un VDP en face ? Je suis choqué !

900.000fr par mois, ça fait 4 fois le salaire d'un fonctionnaire qui gagne 225.000fr. Plus 2.700.000fr par an qui fait exactement 225000fr par mois. En un mot, un représentant à l'ALT gagnerait par mois 5 fois plus qu'un fonctionnaire moyen burkinabè. Si ça passe, cela voudra dire qu'un député de l'ALT aura en 3 ans plus de 42.000.000fr soit ce que gagnera un salarié qui touche 300.000fr par mois en plus de 11 ans ! Et encore une assemblée où beaucoup viendront par tricherie, par duperie... comme on le constate déjà, pouvons-nous espérer d'une ALT de refondation ? Non !

Nul ne doit espérer être au gouvernement de la transition ou à l'ALT pour l'amélioration de ses conditions de vies.

Je suis désolé de le dire mais les populations n'ont que faire de l'ALT. Ils veulent la sécurité, manger à leur fin, la justice, la lutte contre la corruption, le développement etc. C'est la capacité du Président à répondre à ces attentes qui déterminera son acceptation ou non par la population et non la facilité de laisser faire des OSC et partis politiques. On ne peut pas parler de refondation et vouloir toujours travailler avec les mêmes personnes, les laisser utiliser les mêmes méthodes, les mêmes expériences qui ont fait clouer ce pays. Il faut que le MPSR assume son coup d'Etat et agit avec intransigeance. Car cette refondation tant prônée ne saurait se faire sans un nettoyage. « On ne peut pas faire des omelettes sans casser des œufs » . Le véritable problème c'est le système. Tant que ce système n'est pas brisé à travers les hommes qui l'on mis en place, qui l'on entretenu et qui par là même ont scellé l'avenir de la jeunesse, même si la transition arrive à son terme au bout des trois ans, l'on reviendra toujours à la case de départ. Et l'on sait tous que la véritable cause du terrorisme est la mal gouvernance et Norbert Zongo nous l'avait averti il y a plus de 20 ans.

C'est pour nous faire sortir de ce carcan, de ce système de gouvernance basé sur les intérêts personnels que nous avons fait confiance aux militaires. Mais déjà, la basse besogne est à l'œuvre. Si Damiba veut vraiment restaurer et refonder le pays, il doit savoir taper du point sur la table afin qu'on arrête ces vilaines habitudes qui sont à l'origine de notre mal et que l'on sache que nous sommes dans un régime d'exception.

**Abdoudramane SAWADO**